

<https://www.pressegauche.org/Negociations-dans-le-secteur-public-Pour-l-alliance-APTS-FIQ-aucune-entente-de-principe-sans-rattrapage>



Négociations dans le secteur public - Pour l'alliance APTS-FIQ : aucune entente de principe sans rattrapage



Date de mise en ligne : lundi 12 avril 2021
salarial

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 12 avril 2021 - Les présidentes de l'alliance APTS-FIQ, Andrée Poirier et Nancy Bédard, se sont présentées ce matin devant le secrétariat du Conseil du trésor pour rappeler à sa présidente, Sonia LeBel, qu'aucune entente de principe ne sera conclue si elle ne comprend pas des avancées significatives au niveau des salaires.

« Quand il s'agit de trouver de l'argent pour soutenir les entreprises privées, pour investir dans des projets de construction ou pour les dirigeants d'Investissement Québec, le gouvernement n'hésite pas à délier les cordons de sa bourse. Mais quand il s'agit d'investir dans ceux et celles qui procurent des soins et des services dans le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), de reconnaître leur expertise à sa juste valeur, le premier ministre Legault et ses ministres Sonia LeBel et Christian Dubé sont sans le sou. L'expertise de nos 131 000 membres, ça se paie », ont lancé les présidentes de l'alliance APTS-FIQ aux militant-e-s présent-e-s.

Pourtant, le caractère essentiel du RSSS a été démontré au cours de la pandémie. Ce ne sont pas nos entrepreneurs qui sauvent des vies mais nos membres. Le gouvernement l'oublie quand vient le temps de passer à la caisse. Pour illustrer l'obsession du gouvernement Legault pour la construction et son immobilisme dans les offres patronales, des professionnelles en soins et du personnel professionnel et technique du RSSS ont coulé des litres de béton sur les trois premiers dépôts du gouvernement qui proposaient pratiquement les mêmes offres salariales, soit un maigre 5 % d'augmentation sur trois ans. L'Alliance exige 12,4 % d'augmentation salariale, dont 7,4 % en rattrapage seulement.

Payée au féminin

Pour l'alliance APTS-FIQ, ce rattrapage est d'autant plus nécessaire que les agences de placement et les entreprises privées n'hésitent pas à offrir de généreux salaires pour avoir accès à l'expertise de ses membres. Et ces entreprises ont le beau jeu. Depuis les 20 dernières années, les augmentations salariales des membres de l'Alliance se sont toujours trouvées en dessous de l'inflation, diminuant constamment leur pouvoir d'achat. Le gouvernement actuel ne fait pas exception. Pour ce dernier, le masculin vaut clairement plus que le féminin.

« Ce n'est pas normal qu'en 2021 on fasse encore les frais de politiques d'austérité parce que nos membres sont en très forte majorité des femmes. Il est temps que le premier ministre et ses comparses quittent les années 50 et arrivent au XXI^e siècle, car le temps d'être payée au féminin est révolu », ont poursuivi Nancy Bédard et Andrée Poirier.

Silence radio sur les régions

Chose étonnante pour un gouvernement qui se vante sur toutes les tribunes d'avoir été élu par les régions du Québec, aucune des offres présentées aux professionnelles en soins et aux professionnel-le-s et technicien-ne-s du RSSS ne prévoit des mesures pour favoriser la rétention de la main-d'oeuvre dans les régions éloignées des grands centres, où la pénurie est particulièrement sévère.

« Les épisodes de bris de services en raison de manque de personnel que l'on voit régulièrement dans les communautés du Nord-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord commencent à apparaître en Gaspésie, dans le nord de la Mauricie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et même dans certaines MRC de l'Outaouais et du Bas-Saint-Laurent. Comment le gouvernement peut-il justifier d'abandonner ainsi des communautés à leur

propre sort ? », ont conclu les deux présidentes.